



BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE :
ARTICLE :
PROJET :
LIGNE BUDGETAIRE :

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX MARCHE N° 27 /CS/2024

ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES ACHAT D'ENGRAIS « COMMUNE DE SALE » LOT UNIQUE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)

Marché passé après appel d'offres ouvert national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives , aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneur

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHES

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 PERSONNE INTERVENANT

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

ARTICLE 8: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 9 : SOUS – TRAITANCE

ARTICLE 10: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 15: ASSURANCES ET RESPONSABILITE

ARTICLE 16 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 17: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 19: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEUR

ARTICLE 22 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

ARTICLE 28: BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE DE SALE
COMMUNE DE SALE

MARCHE N° 27/CS/2024

ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES
ACHAT D'ENGRAIS
« COMMUNE DE SALE »

LOT UNIQUE

MARCHE N° 27/CS/2024

COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant éléction de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 27/CS/2024

COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de sous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

.....

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR**»

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 27/CS/2024

COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce de sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° IF n° ICE n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions)

ouvert auprès de

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire commun RIB (24 positions)

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme «ENTREPRENEUR»

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE PREMIER :

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet : **ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES , ACHAT D'ENGRAIS
« COMMUNE DE SALE »**

- Le Présent marché est à lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures objet du présent appel d'offres en lot unique consistent en ce qui suit :

- 1- Arbres
- 2- Arbustes
- 3- Engrais

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

L'acte d'engagement ;

Le présent cahier des prescriptions spéciales ;

Le bordereau des prix et détail estimatif ;

le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'état (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016)

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics
- Dahir n°1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi Organique n°113.14 relative aux communes.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
- La Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du DAHIR n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11 Décembre 1956) relative aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- La loi 53.00 relative à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;
- Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;

- Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables des travaux.
- l'arrête du chef de gouvernement n° 3-302—15 du 15 safar 1437 (17-11-2015) fixant les règles et les conditions des prix des marches publics
- l'arrête du ministre délègue auprès du ministre de l'économie et des finances charge du budget N° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marches
- Décret N°2-16-344 du 22/07/2016 fixant les délais de paiement des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret n° 2-19-184 du 19 chaabane 1440 (25 avril 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques;
- La loi n 112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.
- Décret n° 1.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.
- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ;

Les textes mentionnés ne sont pas exhaustifs, et que le marché reste soumis à l'ensemble des lois et règlements en vigueur relatives aux marchés publics.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum Soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 36 du Décret des marchés publics n°2-22-431

Conformément à l'article 143 du décret n°2-22-431 Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de 60 jours qui commence à courir selon le cas à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 PERSONNE INTERVENANT

Le président de la commune de sale entant que maitre d'ouvrage

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.

Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

La dématérialisation du nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n 1692-23 du 4 hijja1444 (23/06/02023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les dispositions relatives à la dématérialisation du nantissement des marchés publics entrent en vigueur à compter du premier septembre 2024 conformément à l'article 60 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n°1692-23 du 4 Hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ». De ce fait, il y a lieu de ne pas prévoir cette disposition.

Les frais d'enregistrement de l'exemplaire remis à l'entrepreneur ainsi que les frais de timbres de l'original conservé par l'Administration sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer obligatoirement dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours (15 jours) à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'aviser la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivants la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance prévue au présent marché

ARTICLE 10: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de 01 mois

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Toutes les prolongations et diminutions du délai d'exécution doivent être précisées selon les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

ARTICLE 12 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires, fermes et non réversibles et ils sont établis en dirhams marocains, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 4000.00 Dirhams (quatre mille dirhams). Elle sera restituée aux candidats après le jugement de la commission de l'ouverture des plis. Pour l'attributaire, elle lui sera restituée dès réception de la caution définitive.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.

Le cautionnement provisoire reste acquis dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du décret précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;

- si le titulaire refuse de recevoir l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé par l'article 142 du décret précité.

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

ARTICLE 15: ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Le fournisseur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 16: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 17: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé - siège de la commune -près de la gare routière avenue hassan II.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livréesetc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé - siège de la commune- près de la gare routière avenue hassan II.

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire indiqué au préambule du CPS (RIB 24 chiffres)..... ouvert auprès de.....

ARTICLE 19: RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif, et avec les échantillons déposés par le titulaire du marché.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire et la réception définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès verbal de réception provisoire et définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage et en présence du fournisseur.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG –Travaux.

ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEUR

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

La neige : 30cm

La pluie : 60 mm

Le vent : 60 Km/h

Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 22 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 28 et 162 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics celles prévues aux articles 28,33,40, 47,48,49,50,51,52,54,58,65,67,70,79 et 80 du CCAG- travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 ,82,83et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

- Le chef de division des travaux et d'aménagement urbain
- Le chef de service des espaces verts

CHAPITRE II

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

Il est à signaler que les prix de tous les articles objet du marché comprennent l'achat, le transport et la livraison aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage.

1-QUALITE DES VEGETAUX

Arbres

Les caractéristiques de genre, espèce, de variété, de force ainsi que les quantités doivent être respectées

Les plantes doivent être de bonne qualité et de premier choix, saines et vigoureuses, de qualité loyale et marchande, bien constituées et leurs ramifications équilibrées, leurs troncs doivent être bien lisse, rectiligne ne devra pas présenter de cicatrice d'émondage, les racines seront sans écorchures, bien ramifiées pourvue d'un chevelu suffisamment abondant conserver autant que possible dans son intégrité. Les mottes volumineuses et non brisées, Leur taille, devra être respectée. Toutes les plantes doivent être livrées en pot ou en sachets plastiques telle que spécifiée dans le bordereau des prix. La circonférence du tronc des arbres est mesurée à 1 mètre au-dessus du collet. Le maître d'ouvrage pourra demander, pour vérification de l'appareil racinaire, le démontage complet d'une motte.

Dès la notification d'approbation du marché l'entrepreneur organisera une visite en pépinières au cours desquelles les végétaux requis seront choisis,

Arbustes

Ces végétaux doivent être de bonnes qualités et de premier choix, sains, bien constitués, exempts de toute maladie, sans mousse ni gerçure et présenter toutes les caractéristiques d'une végétation vigoureuse, livrée en sachets.

2-Livraison des végétaux- transport-manutention

La livraison des végétaux devra exécuter selon les règles de l'art, l'entrepreneur devra aviser le maître d'ouvrage ou son représentant chaque fois qu'un approvisionnement de végétaux sera réalisé, de façon que celui-ci puisse éventuellement en vérifier la qualité et préparer l'endroit de déchargement.

3-Transport

Le transport des végétaux sera effectué dans des camions à toiture et enceinte bâchées, à l'abri de tout dessèchement par déplacement de l'air.

Toutes les précautions devront être prises par le titulaire ou son transporteur pour éviter ;

- * le dessèchement des plantes
- * le démantèlement des mottes (les mottes seront parfaitement calées de façon à éviter tout mouvement de la motte par apport au tronc).
- * le tassement, les bris, la détérioration, le gel et dessèchement des racines.
- * Les transports des sujets doivent être en quantité raisonnable par rapport aux capacités du camion.

4-Manutention

L'entreprise devra posséder sur le site tout le matériel adéquat pour le déchargement. Aucune manutention n'est admise par le collet des plantes ou en s'aidant des rameaux. Toutes les prises doivent se faire en s'aidant de l'emballage pour supporter les mottes (sachets, pot).

Dans le cas de transports manuels de mottes lourdes, il est exigé de les effectuer sur bâches carrées portées aux angles par quatre personnes au minimum.

Arbres et Arbustes.

Prix n° 1: Fourniture de Brachychiton Discolor de (H=2,50 à 3,00M ;Ω= 22 à 25cm ,pot =45 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Brachychiton Discolor de de circonférence de 22 à 25 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 45litres de volume.

Prix payé à l'unité au prix n°1

Prix n° 2: Fourniture de Araucaria Excelssa (H=2,00 à 2.50 M ;Ω= 16 à 18 cm, pot =45 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture d'Araucaria Excelssa de circonférence de 20 à 24 cm et d'une hauteur de 2.00 à 2.50 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 45litres de volume.

Prix payé à l'unité au prix n°2

Prix n° 3: Fourniture de Ficus retusa (H=2,50 à 3,00M ;Ω= 22 à 25cm. pot =45 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Ficus retusa de circonférence de 22 à 25 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 45litres de volume.

Prix payé à l'unité au prix n°3

Prix n°4 : Fourniture de Plumbago capensis (30 à 35 cm de hauteur)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Plumbago capensis de 30 à 35 cm de hauteur en sachet plastiques

Prix payé à l'unité au prix n°4

Prix n°5 : Fourniture de Duranta repens (30 à 35 cm de hauteur)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Duranta repens vert bien ramifié de 30 à 35 cm de hauteur en sachet plastiques.

Prix payé à l'unité au prix n°5

Prix n°6 : Fourniture de Atriplex Halimus (30 à 35 cm de hauteur)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Atriplex Halimus bien ramifié de 30 à 35 cm de hauteur en sachet plastiques.

Prix payé à l'unité au prix n°6

Engrais

Prix n°7 : Fourniture d'engrais chimique azoté soluble dans l'eau AMMONITRATE 33.5 % .

Prix payé au kg au prix n°7

Prix n°8 : Fourniture de tourbe.

Prix payé au litre au prix n°8

N.B : Toutes dégradations ou cassure lors de la livraison reste à la charge du fournisseur pour toute la fourniture objet du marché.

ARTICLE 28

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

MARCHE N° 27 /CS/2024

ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES
ACHAT D'ENGRAIS
« COMMUNE DE SALE »
LOT UNIQUE

Marché passé après appel d'offres ouvert national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de :

PRESENTE PAR :

CHEF SERVICE

Lotfi YAFAA
Chef de Service
des Espaces Verts

A SALE, LE :

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :


Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

A SALE, LE :

WISE PAR

A SALE, LE :

CHEF DIVISION

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE :

LU ET ACCEPTE PAR :
(L'Entrepreneur)

A SALE, LE :

APPROUVE PAR

A SALE, LE :